

# Pleins feux sur les G8 et G20

**Le G20 : un changement réel, ou le même vieux remède dans un nouveau flacon ?** Perspectives à l'approche d'un forum où les dirigeants du monde feront la promotion de l'équité et de la gouvernance démocratique



**Par Gauri Sreenivasan**

En 2009, lorsque les dirigeants du G20 ont annoncé, dans la foulée du Sommet de Pittsburgh, que leur rencontre annuelle deviendrait le principal forum consacré à la coopération économique internationale, ils indiquaient clairement que les relations de puissance, à l'échelle mondiale, sont en train de changer.

**Mettre fin à la pauvreté et aux inégalités : le défi et le legs du Canada au Sommet du G8**



**Par Amanda Sussman**

Nul doute que 2010 est une année déterminante pour le Canada et pour la planète entière. La venue de tant de dirigeants du monde aux sommets du G8 et du G20 est en soi une occasion exceptionnelle de faire progresser les grands enjeux, mais il y a plus. En effet, nombre d'entre nous affichent un véritable enthousiasme à l'idée que se présente pour le Canada une chance en or de rétablir sa réputation de pays résolu à lutter contre les injustices et les inégalités, et à faire respecter les droits de la personne à l'échelle internationale dans un système démocratique efficace et fondé sur des règles.

**Du financement actuel aux subsides alloués pour les combustibles fossiles : arguments favorables à l'adoption de mesures climatiques aux sommets présidés par le Canada**



**Par Clare Demerse**

Mettez-vous un instant dans la peau du dirigeant d'un pays membre du G8. Quand vous pensez au sommet auquel vous participerez cet été, vous vous rappelez sans doute la dernière fois où vous avez rencontré vos pairs. C'était en décembre 2009, à Copenhague, dans le cadre des négociations internationales sur le climat pilotées par les Nations unies. Malheureusement, cette rencontre s'est terminée en queue de poisson.

**Une relance pour tous : vers des règles économiques mondiales plus équitables**



### Par Bill Morton

Seul un illusionniste pourrait nous convaincre que nous assistons actuellement à une « relance pour tous » quand les pays en développement et à faible revenu, qui ont été les plus durement touchés par la crise financière mondiale, sont également les grands perdants du processus de

reprise.

## Un minimum de décence

Entrevue avec Charles Abugre



### Une entrevue pour e-Au Courant

Ressortissant du Ghana, Charles Abugre est directeur adjoint de la Campagne Objectifs du Millénaire de l'ONU pour l'Afrique. *Au Courant* a profité de son passage récent au Canada pour solliciter une entrevue.

## Campagne À Table



À TABLE est une campagne de la société civile canadienne et mondiale qui engage tous les citoyens à « prendre leur place » à ces sommets mondiaux.

Le G20 : un changement réel, ou le même vieux remède dans un nouveau flacon ?  
Perspectives à l'approche d'un forum où les dirigeants du monde feront la promotion de l'équité  
et de la gouvernance démocratique  
Par Gauri Sreenivasan



En 2009, lorsque les dirigeants du G20 ont annoncé, dans la foulée du Sommet de Pittsburgh, que leur rencontre annuelle deviendrait le principal forum consacré à la coopération économique internationale, ils indiquaient clairement que les relations de puissance, à l'échelle mondiale, sont en train de changer. Cependant, des points importants demeurent en suspens. En effet, l'observateur peut à bon droit se demander si l'émergence du G20 modifiera vraiment la manière dont les dirigeants prendront des décisions, d'autant que la nature même des choix à venir reste à préciser.

Ainsi, les défenseurs d'une justice mondiale ont tout lieu de se demander s'il pourront satisfaire leur soif d'un nouveau leadership planétaire, qui s'emploierait à résoudre les dilemmes liés aux inégalités, aux changements climatiques et à l'immunité dont jouissent les décisionnaires. Certes, le flacon tendu par le G20 est attrayant, mais ne contient-il que le même vieux remède amer qui a rendu le G8 inefficace et lui a permis de se défilier au cours des dernières décennies ? Pour bien comprendre les défis que doit relever le G20 et les possibilités qui s'offrent à lui, nous devons d'abord mettre en évidence les nouvelles réalités de la gouvernance mondiale.

### **Le paysage changeant de la gouvernance mondiale**

Le fait que le G20 se soit substitué au G8 dans le processus de décision officieux en matière d'économie mondiale illustre bien la transformation actuelle des rapports de pouvoir. L'ordre ancien, celui dont les États-Unis tenaient seuls les rênes, s'efface lentement devant une réalité multipolaire caractérisée par un partage croissant du pouvoir Nord-Sud et l'affirmation sur la scène internationale des gouvernements chinois, indien et brésilien. En ce sens, quand les dirigeants du G20 qualifient leur rencontre de « nouveau forum principal », il s'agit davantage d'une reconnaissance *de facto* de ce glissement du rapport des forces que d'une réelle volonté de réforme de la part du G8 – même si des pressions s'exercent depuis des décennies pour qu'ils adoptent une nouvelle approche. On peut dire tout bonnement que la crise financière mondiale avait à ce point plongé l'économie des pays du G8 dans une spirale descendante qu'ils étaient incapables de redresser la barre sans faire appel à l'aide et à la collaboration d'autres pays, dont la Chine.



À bien des égards, un nouveau partage du pouvoir Nord-Sud se profile actuellement.



Cela dit, le forum des dirigeants du G20 n'est qu'un des nombreux exemples de ce glissement du rapport des forces qui transforme actuellement le paysage de la gouvernance mondiale. En effet, nous pourrions aussi noter que l'accord sur les changements climatiques récemment signé à Copenhague a été conclu sans la participation de l'Union européenne (UE). Force est d'observer que depuis un bon moment déjà les pays comme le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud détiennent désormais un pouvoir de négociation important au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ainsi, les pays qui s'arrogeaient le pouvoir de négocier perdent aujourd'hui de leur emprise, le Canada jouant dès lors un rôle secondaire dans nombre de débats internationaux.

À bien des égards, un nouveau partage du pouvoir Nord-Sud se profile actuellement. Au cours des dernières années, le poids économique des grands pays en développement (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud), souvent regroupés sous le nom de pays BRIC, est devenu tel que ceux-ci, en unissant leurs voix, ont maintenant la capacité de mettre un frein aux programmes internationaux sur lesquels ils étaient en désaccord. C'est d'ailleurs ainsi qu'ils ont pu s'opposer à certains enjeux lors des débats sur le commerce mondial, ou empêcher que ne se concrétise le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) piloté par les États-Unis. Néanmoins, le front commun formé par ces pays ne semble pas encore assez influent, en regard du G8, pour forcer des réformes politiques essentielles à l'échelle internationale. C'est ce que prouve pour l'instant son incapacité à provoquer une réforme de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou un rééquilibrage des règles commerciales, mais tout n'est pas joué. La Banque mondiale a récemment annoncé des modifications modestes de ses règles visant à permettre à plusieurs pays BRIC de profiter d'un plus grand nombre de voix au chapitre. À l'échelle régionale, la finance internationale a fait l'objet de réformes importantes, la dégageant surtout de l'influence des puissances occidentales, ce dont témoignent éloquemment la création de la Banque des pays en développement en Amérique et du Fonds monétaire asiatique.

À l'heure actuelle, les pays BRIC et d'autres pays en développement, soucieux d'en arriver à un programme concerté, continuent à négocier certains points, mais la tâche n'est pas facile : variés, leurs intérêts peuvent également être concurrents. En marge de l'esprit de coalition, le Brésil est résolu à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Pour sa part, l'Inde semble tiraillée entre son désir de protéger une population rurale aussi vulnérable qu'imposante et des intérêts évidents en matière d'exportation.

Il n'en demeure pas moins que les pays BRIC rejettent en bloc les vieilles orthodoxies en à l'origine des politiques, celles qui sont issues du consensus de Washington, tout en tenant un discours commun : pour que soient appliquées des solutions adaptées à leurs problèmes, les pays en développement doivent occuper une plus grande place dans les enceintes commerciales internationales et se doter de règles adaptées en matière de finance. D'ailleurs, à l'occasion du sommet des pays BRIC tenu récemment à Brasília, le président du pays hôte, Lula da Silva, n'a pas manqué de souligner que « l'effondrement des marchés financiers a prouvé l'échec de paradigmes pourtant jugés à l'abri de toute remise en cause. Les grandes vérités au sujet de la déréglementation des marchés se sont révélées fausses. » Soulignons en outre que les pays BRIC, de concert avec les autres pays en développement formant le G77, s'entendent sur la nécessité de faire valoir un programme de développement qui englobe les grands enjeux politiques, parmi

lesquels la lutte contre la faim, la pauvreté et les changements climatiques et la démocratisation des institutions mondiales.

Cela dit, si les pays en développement articulent encore souvent leur discours autour du partage Nord-Sud à l'occasion des débats sur les grandes questions mondiales, il serait faux de croire que les nouvelles lignes de faille qui ébranlent la gouvernance mondiale se limitent à cette seule division. Dans tous les domaines de la politique internationale, qu'il s'agisse du commerce, de la finance, de la paix, de la sécurité ou du climat, des alliances se nouent, des courants se précisent qui remettent en question l'antagonisme traditionnel.



Partout sur la planète, le constat se généralise au sein des populations : de nouveaux défis surgissent dont les solutions ne peuvent être que multilatérales, leur envergure dépassant les seules compétences nationales.



On remarquera notamment que les catégories Nord-Sud ne sont plus pertinentes dans un contexte où, aux quatre coins du globe, les entreprises multinationales recherchent un environnement qui favorise leurs intérêts. Ainsi, bien que le producteur automobile indien Tata Motors, le producteur de bœuf brésilien JBS S.A., la société canadienne Barrick Gold ou le géant américain Microsoft proviennent d'horizons différents, ne se ressemblent-ils pas étrangement si l'on tient compte de leurs visées? Les désirs de ces entreprises, dont la chaîne d'approvisionnement et les ambitions sont planétaires, convergent en effet sur bien des points : accès au marché, profit facile, taux d'imposition peu élevés, mobilité aux frontières, et protection armée si nécessaire. De plus, elles ont toutes en aversion la transparence comptable ainsi que le respect de normes strictes en matière de travail et d'environnement.

Les pressions exercées par des entreprises dotées d'un tel pouvoir ne manquent pas de confronter les dirigeants à des dilemmes, et ce, de part et d'autre de l'axe Nord-Sud. Comment les gouvernements brésilien, indien, canadien et européens peuvent-ils d'une part satisfaire les grandes entreprises établies sur leur territoire, qui exigent l'instauration de régimes politiques internationaux en matière de finance et de production, et d'autre part adopter des politiques qui répondent à leurs propres besoins, eux qui tentent tant bien que mal de gérer les retombées publiques et sociales de la mondialisation et espèrent être réélus ? Entre autres solutions, ils choisiront peut-être de taxer les entreprises, d'obliger les investisseurs étrangers à générer des emplois locaux ou d'imposer des mesures susceptibles de décourager les sorties rapides de capitaux.

Il faut aussi considérer une autre dimension clé pour bien comprendre le contexte changeant dans lequel s'inscrit la gouvernance mondiale : la façon dont les perceptions des citoyens et les modes d'organisation évoluent. Avant toute chose, n'exagérons pas le pouvoir dont jouissent les organisations de la société civile (OSC). Presque partout, et même ici au Canada, elles s'épuisent souvent dans un combat d'arrière-garde, que ce soit en répliquant aux attaques contre le secteur ou en réagissant à des programmes politiques allant à l'encontre de leur vision. Il n'en demeure pas moins que les syndicats, les organisations de protection de l'environnement, les mouvements de consommateurs et les regroupements d'agriculteurs sont autant d'exemples qui illustrent à quel point les OSC sont devenues des vecteurs importants de l'action citoyenne de par le monde.

Aux échelles locale, nationale et mondiale, les OSC sont désormais indispensables lorsqu'il s'agit de propager les idées, en plus d'être d'importants instruments de mobilisation politique :

c'est aujourd'hui en bonne partie grâce à elles que des entreprises et des gouvernements sont appuyés ou freinés dans leurs tentatives de réaliser certains objectifs politiques. À ce titre, il convient de rappeler que de tels mouvements ont contribué à la création de la Cour pénale internationale ainsi qu'à l'adoption d'un traité visant à bannir les mines terrestres antipersonnel. C'est aussi le resserrement du mouvement social en Argentine, en Afrique du Sud et en Inde qui a refroidi les ardeurs des gouvernements qui souhaitaient instaurer des politiques de libéralisation des échanges dans certains domaines clés.

Partout sur la planète, le constat se généralise au sein des populations : de nouveaux défis surgissent dont les solutions ne peuvent être que multilatérales, leur envergure dépassant les seules compétences nationales. Les effets dévastateurs et interdépendants des crises financière, environnementale et alimentaire ont amplifié la mobilisation citoyenne et remis à l'avant-plan la nécessité d'un leadership mondial à la fois efficace et responsable. Toutefois, ce vœu n'a pas été exaucé à ce jour, comme en témoignent l'échec des discussions sur les changements climatiques à Copenhague, l'impunité dont bénéficient toujours les multinationales ainsi que le dysfonctionnement et l'impasse caractéristiques. Les grandes institutions internationales, de l'ONU à l'OMC.



Malheureusement, un tel forum, s'il s'avère la chasse gardée des puissants, ne pourra prétendre à une légitimité mondiale et ni gagner en crédibilité aux yeux des millions de personnes dont les gouvernements ne seront pas représentés.



Perçue dans ce contexte plus large, la création du forum du G20 est porteuse de promesses, dans la mesure où elle annonce que le processus décisionnel international ne reposera plus entre les seules mains des puissances traditionnelles. Cependant, il est encore trop tôt pour y voir le signe avant-coureur d'une transformation concrète du processus décisionnel et de la nature des solutions qu'envisagent les dirigeants. Plus de 170 nations sont exclues du G20, et aucun pays moins avancé ou à faible revenu n'a le privilège de siéger à la table des négociations. À juste titre, plusieurs d'entre eux réclament voix au chapitre. Alors que le G20 devait initialement se borner aux questions économiques, on constate que son empire s'étend de manière inexorable et qu'il prendra bientôt le pas sur le G8 pour ce qui est des priorités internationales dans plusieurs autres domaines, dont la coopération au développement.

Certes, il est sans doute essentiel que les dirigeants du monde puissent se rencontrer dans le cadre d'un forum souple et facile à gérer qui leur permette d'exercer leur leadership politique en s'attaquant aux grands enjeux planétaires. Malheureusement, un tel forum, s'il s'avère la chasse gardée des puissants, ne pourra prétendre à une légitimité mondiale et ni gagner en crédibilité aux yeux des millions de personnes dont les gouvernements ne seront pas représentés.

C'est dans cet esprit que le CCCI collabore avec des groupes de citoyens du Canada et d'ailleurs à l'élaboration des principes et des objectifs fondamentaux vers lesquels doit tendre le G20 s'il a véritablement le désir d'être un phare en matière de gouvernance démocratique et d'équité mondiale. Ces principes que nous formulons insistent sur la nécessité de faire des notions de *voix* et de *représentation* les pierres de touche de la gouvernance mondiale car ils sont les seuls à même de garantir la stabilité et la viabilité des institutions gérant les affaires internationales.

Finalement, ce n'est qu'en s'appuyant de manière concrète sur le cadre démocratique de l'ONU et sa Charte que les processus décisionnels d'un groupe restreint de pays pourront obtenir la légitimité voulue.

## **Le défi du G20 : principes clés pour un forum des dirigeants plus démocratique**

([Résumé des principes énoncés](#) dans une déclaration signée par plus de 300 OSC de par le monde et pouvant être consultée sur le site de l'Initiative d'Halifax.)

### **1. Inclusion des pays les plus pauvres, à commencer par l'Union africaine.**

Il existe une grande diversité parmi les pays en voie de développement. Le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud sont de nouveaux joueurs importants, mais on ne peut s'attendre à ce qu'ils parlent au nom des pays de l'Afrique subsaharienne ou encore des pays à faible revenu ou des pays en développement les moins avancés dans d'autres régions. La reprise dans ces pays nécessite des stratégies distinctes reflétant leurs réalités propres. C'est la raison pour laquelle le Canada doit imprimer sa marque aux sommets du G20 en cherchant à convaincre les autres membres d'inclure les pays de l'Union africaine en tant que participants, et non comme simples observateurs. Du reste, compte tenu de l'incidence considérable qu'ont sur ceux-ci les politiques à l'ordre du jour, la représentation des pays les moins avancés devra aller en s'intensifiant.

### **2. Composition représentative.**

Il peut être nécessaire de limiter la taille du forum mondial des dirigeants, mais pour le rendre légitime et crédible, reposer sur un processus de participation qui soit représentatif et démocratique. Par exemple, à l'OMC, la tenue de consultations en vase clos contribue à alimenter les tensions et la polarisation, avec pour résultat un processus où l'authenticité et la démocratie font défaut. Ainsi, dans le cadre d'un forum légitime et crédible, les pays et les régions pourraient s'engager en formant des groupes de pays où les décisions se prennent par consensus, comme c'est déjà le cas dans d'autres institutions internationales. La présidence de chaque regroupement pourrait s'effectuer par rotation sur une base périodique.

### **3. Transparence et reddition de comptes.**

À court terme, il importe que le G20 mette en place des mesures visant à étendre l'application d'un cadre de responsabilisation à tous ses engagements. Pour ce faire, il devrait habiliter des « groupes d'experts » à demander et recevoir des rapports produits par des observateurs extérieurs. Enfin, le G20 et ces experts partenaires répondraient à l'impératif de transparence en rendant publics sur Internet les calendriers de rencontres, les listes de participants et d'experts, les ordres du jour et la documentation.

### **4. Renforcement du rôle de l'ONU.**

Il importe que le G20 en tant que forum qui renforce le rôle de l'ONU en définissant le processus des sommets dans le cadre de l'organisation. Récemment, la Commission d'experts sur le système financier et monétaire international de l'ONU a demandé la création d'un Conseil de coordination économique mondial au sein de l'organisation – ce pourrait être un modèle à suivre. D'ici là, le G20 doit élaborer et mettre en œuvre son programme en s'inspirant du système qui prévaut aux Nations unies. Tout au long du processus relatif à la formulation de ses objectifs, il serait bien avisé de chercher conseil auprès des organes pertinents de l'ONU, de solliciter leurs commentaires sur les propositions qu'il formule et d'accueillir le Secrétaire général comme participant à part entière.

## 5. Ouverture à la société civile.

Les intervenants non gouvernementaux sont des acteurs de plus en plus importants dans les processus internationaux. À cet égard, un signe de reconnaissance consisterait à institutionnaliser les meilleures pratiques de l'actuel dialogue du « G8 civil » au sein du G20 et à presser les groupes d'experts mentionnés plus haut de demander et de recevoir des mémoires officiels de la société civile pour qu'ils soient examinés par le G20. De plus, les gouvernements et les parlements du G20 devraient s'engager clairement à tenir de véritables consultations auprès de la société civile, et ce, avant et entre les sommets.

### Conclusion

En matière de gouvernance mondiale, nous voici à un tournant décisif. Bientôt, le G8 ne sera plus qu'un souvenir, mais par quoi sera-t-il remplacé ? Nous sommes en droit de nous demander si le G20 ne fera que reproduire la même erreur, c'est-à-dire de s'ériger en cercle fermé ne travaillant que dans l'intérêt d'une poignée d'élus, ou s'il affichera au contraire la ferme volonté de prendre le virage. En d'autres mots, assisterons-nous à l'adoption de normes qui garantissent la prise de décisions démocratique et transparente à l'échelle mondiale, soutiennent les efforts de l'ONU plutôt que de les saper et placent l'équité mondiale, la justice, les droits de la personne et la viabilité de l'environnement au cœur du processus décisionnel ? Un changement réel, ou le même vieux remède dans un nouveau flacon ? Le prochain sommet du G20 à Toronto aura pour nous valeur de test.

*Gauri Sreenivasan est responsable de la coordination des politiques au CCCI.*

### Pour en savoir plus

- 
- Luiz Inácio Lula da Silva, « [The BRIC Countries Come Into Their Own as Global Players](#) », *Huffington Post*, 15 avril 2010
  - Thalif Deen, « [G20 Big Powers Under Scrutiny by Smaller Nations](#) », article publié le 23 mars 2010 sur Global Policy Forum
  - CCCI, [Relancer le multilatéralisme : Veiller à ce qu'un G-20 des chefs d'État favorise l'équité et la gouvernance démocratique](#), mémoire publié en octobre 2004

## Mettre fin à la pauvreté et aux inégalités : le défi et le legs du Canada au Sommet du G8 Par Amanda Sussman



**Relever le défi de la santé maternelle et infantile.** ©Flickr, mknobil

Nul doute que 2010 est une année déterminante pour le Canada et pour la planète entière. La venue de tant de dirigeants du monde aux sommets du G8 et du G20 est en soi une occasion exceptionnelle de faire progresser les grands enjeux, mais il y a plus. En effet, nombre d'entre nous affichent un véritable enthousiasme à l'idée que se présente pour le Canada une chance en or de rétablir sa réputation de pays résolu à lutter contre les injustices et les inégalités, et à faire respecter les droits de la personne à l'échelle internationale dans un système démocratique efficace et fondé sur des règles.

En annonçant l'engagement du Canada à l'égard d'une heureuse initiative du G8 axée sur la santé maternelle, néonatale et infantile, le premier ministre Harper nous donne une raison d'espérer. Il suffit de jeter un regard sur les données statistiques pour se convaincre de l'urgence d'agir : chaque année, un demi-million de femmes succombent aux complications d'une grossesse parce qu'elles vivent dans la pauvreté et 8,8 millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire. Les jeunes filles sont plus vulnérables encore, puisqu'elles sont souvent sous-alimentées par rapport à leurs frères.

C'est ainsi qu'en 2010, nous continuons de vivre dans un monde où, dans certains pays, la maternité demeure l'une des principales causes de décès. Or, diverses organisations représentant un éventail de points de vue s'accordent pour dire qu'en matière de santé maternelle et infantile, les solutions sont bien connues. Donc, pas besoin d'attendre de grandes percées médicales pour faire tourner le vent. D'ailleurs, Ottawa s'avère assez maladroit dans ce dossier : en faisant porter le débat presque exclusivement sur l'accès aux services d'avortement, le gouvernement néglige les répercussions possibles de l'initiative canadienne sur les générations futures. En fait, cette initiative pourrait avoir de graves conséquences pour la lutte contre les principales causes de mortalité maternelle et infantile, notamment la pneumonie, la diarrhée, le paludisme et les complications dues au manque de personnel qualifié à l'accouchement.



Une initiative axée sur un ensemble d'interventions peu coûteuses dont l'efficacité n'est plus à faire – témoin le succès des mesures liées à la planification familiale et à la santé génésique –, permettra de sauver des millions de femmes et d'enfants.



Il s'agit donc pour nous d'inciter le Canada à assumer son leadership au sein du G8 pour que ce dernier réponde à l'appel de la société civile, en doublant l'aide bilatérale et multilatérale actuellement accordée pour les interventions qui concernent directement la santé maternelle, néonatale et infantile. Une initiative axée sur un ensemble d'interventions peu coûteuses dont l'efficacité n'est plus à faire – témoin le succès des mesures liées à la planification familiale et à la santé génésique –, permettra de sauver des millions de femmes et d'enfants. Pour sa part, c'est en mettant l'accent sur la formation d'un personnel de première ligne que le Canada aiderait véritablement à la survie maternelle, néonatale et infantile. Il serait alors possible d'intervenir efficacement auprès des populations les plus pauvres et les plus marginalisées de la planète, qui sont le plus durement frappées par la maladie.

Or, le succès de l'initiative du Canada en matière de santé maternelle, néonatale et infantile dépend de deux des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qu'il importe de privilégier, sans pour autant reléguer aux oubliettes les autres objectifs et programmes. À cet égard, la décision du gouvernement de geler le budget imparti à l'aide publique au développement (APD) à compter de 2011 a de quoi déconcerter, mais elle témoigne surtout d'une myopie inquiétante. Pour la société civile, c'est une raison supplémentaire de contester plus vigoureusement que jamais cette notion de « charité » qui se dégage encore du discours politique au Canada. En effet, lorsqu'ils débattent de la possibilité de bonifier nos engagements d'aide pour atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du revenu national brut fixé par l'ONU, nos dirigeants parlent souvent comme s'il s'agissait de donner l'aumône.

Une autre raison d'aborder le problème dans sa totalité, constitue l'un des principaux arguments du programme de la société civile canadienne (« [An Agenda for Global Development](#) »), à savoir que les OMD sont fondamentalement interdépendants. Ainsi, pour réaliser des progrès significatifs vers un objectif, il faut aussi accorder une attention soutenue aux autres de manière à optimiser les possibilités et à garantir la pérennité des acquis obtenus de haute lutte. En d'autres termes, nous ne voulons qu'une mère ne survive à son accouchement que pour voir ensuite son enfant privé d'instruction, limité dans son potentiel à cause de son sexe ou emporté par une maladie consécutive à des problèmes d'eau non potable ou à des mauvaises conditions sanitaires.

Voilà pourquoi les décisions que prendront les G8 et G20 aux prochains sommets doivent s'insérer dans des stratégies nationales et internationales plus vastes visant l'atteinte de tous les OMD d'ici 2015. En tant qu'hôte de ces sommets, le Canada peut faire la différence. C'est grâce à son leadership que nous saurons si les promesses resteront, une fois de plus, des vœux pieux, ou si l'adoption de mesures concrètes nous permettra d'espérer voir ces objectifs se réaliser de notre vivant.



Si le G8 veut qu'on accorde quelque crédibilité à sa lutte contre la pauvreté, il doit d'abord et avant tout honorer ses promesses passées.



Comme l'a déclaré Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, « l'enjeu des OMD est trop grand pour que nous en acceptions l'échec. »

Les causes de l'extrême pauvreté sont bien connues, et l'expérience nous a beaucoup appris sur ce qui fait l'efficacité d'une solution. Fort de ces connaissances, le Canada, de concert avec d'autres pays, peut entreprendre des actions ciblées, réalistes et mesurables, en évitant les écueils, afin de réaliser tous les OMD.

Cela dit, si le G8 veut qu'on accorde quelque crédibilité à sa lutte contre la pauvreté, il doit d'abord et avant tout honorer ses promesses passées. Ainsi, le respect de celles formulées en 2005 à Gleneagles doit être une priorité absolue du sommet qui se tiendra à Muskoka en juin prochain. Les dirigeants du G8 semblent en voie de manquer collectivement à leurs engagements dans plusieurs dossiers, incluant l'APD, la santé et la réforme du système commercial. Le fait qu'il n'ait pas encore donné suite à tous ses engagements en cette matière est particulièrement troublant, étant donné les nombreux exemples confirmant qu'une augmentation de l'aide au développement produit des résultats tangibles.

Si l'aide internationale ne représente qu'un volet de la lutte contre la pauvreté mondiale, elle n'en demeure pas moins incontournable. En Afrique seulement, les apports d'APD ont permis de traiter près de trois millions de personnes contre le sida, de réduire considérablement le nombre de décès causés par le paludisme et de faciliter la scolarisation de 34 millions d'enfants.

Pour honorer leurs engagements de Gleneagles et tous les autres qui ont suivi, les dirigeants du G8 devront faire preuve d'un sens des responsabilités accru en élaborant des plans d'action concrets accompagnés d'échéanciers précis. Alors, les promesses, entre autres, l'initiative d'Aquila sur la sécurité alimentaire, l'accès universel à des soins, à des traitements et au soutien pour les personnes atteintes du VIH et du sida ainsi que toutes les annonces touchant l'éducation, la qualité de l'eau, la création d'emplois décents et l'Afrique deviendront réalité.

D'ici à la rencontre de Muskoka, la société civile doit continuer à souligner les progrès véritables accomplis tout en soulignant les possibilités de mettre à profit ce qui a bien fonctionné et les occasions d'en faire plus encore. À titre d'exemple, nous savons qu'en améliorant la qualité de l'eau et les installations sanitaires, nous arriverions à réduire le coût total des maladies d'environ 10 p. 100 à l'échelle mondiale. En matière d'éducation, l'élaboration d'un plan de financement novateur et durable s'inscrirait dans la foulée des progrès réalisés au cours de la dernière décennie, durant laquelle 40 millions d'enfants ont vu s'ouvrir les portes de l'école primaire pendant que l'écart entre les sexes diminuait lentement mais sûrement. Enfin, l'engagement du Canada en matière de sécurité alimentaire doit se traduire par des initiatives concrètes grâce auxquelles les règles encadrant l'aide au développement, les finances et le commerce concourront à assurer aux populations pauvres de la planète des moyens de subsistance viables.

Il faut aussi mentionner les avancées importantes, en bonne partie attribuables à l'engagement et au soutien du Canada. Elles permettent aujourd'hui de traiter des millions de personnes contre le VIH et de les sensibiliser aux méthodes de prévention. Le Canada a notamment joué un rôle clé dans le succès de l'initiative « 3 X 5 », dont l'objectif premier consistait à offrir un traitement antirétroviral à trois millions de personnes d'ici 2005. Grâce aux fonds investis par le Canada en vue de redynamiser le projet, cette cible a été finalement atteinte en 2007.

Pourtant, en juin, le Canada accueillera le sommet d'un G8 dont le Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'un de ses legs les plus précieux et l'une de ses plus remarquables réussites, ne disposera pas des ressources suffisantes pour offrir à tous ceux qui en ont besoin des programmes ayant fait leurs preuves. Quand plus de 5 000 personnes

meurent chaque jour de maladies liées au sida, les dirigeants du G8 ne peuvent cautionner une telle régression alors qu'ils étaient en si bonne voie.

C'est toutefois la situation de l'Afrique qui s'avère la plus alarmante, d'où la nécessité d'insister avec une vigueur renouvelée auprès du G8 pour qu'il se montre enfin à la hauteur de ses engagements. À ce titre, le Sommet de Muskoka doit mener à la consolidation et au renforcement des acquis obtenus de haute lutte sur un continent où plus de 40 p. 100 de la population se trouve toujours sous le seuil de pauvreté, tandis que 300 millions de personnes réduites à la pauvreté absolue vivent avec moins de 1,25 \$ US par jour. En juin, le G8 devra donc impérativement renouveler ses engagements en donnant le coup d'envoi à une initiative de développement qui, dès 2011, fera appel à la participation des gouvernements et des citoyens africains.

Le présent texte n'expose que quelques-unes des idées présentées dans le [programme d'action 2010 de la société civile](#). S'il accepte de les défendre aux sommets du G8 et du G20, le gouvernement du Canada contribuera grandement à alléger le fardeau de la pauvreté extrême qui afflige la planète. Aujourd'hui, la balle est dans notre camp. En 2010, le Canada peut rétablir sa réputation de chef de file mondial en matière de droits de la personne. Pour ce faire, nous invitons le gouvernement à collaborer avec nous.

*Amanda Sussman est membre du Comité de coordination de la société civile pour les sommets des G8 et G20 en juin 2010 et conseillère auprès de Plan International Canada. Elle est également l'auteure de The Art of the Possible. A Handbook for Political Activism.*

## Pour en savoir plus

---

- Société civile canadienne, *The [2010 G8 Summit. An Agenda for Global Development](#)*, 2010.
- The Partnership for Maternal, Newborn and Child Health, *[A Call to Action for the G8. Additional resources needed for maternal, newborn and child health](#)*, avril 2010,.
- Site de la campagne de mobilisation [À TABLE](#).

## Du financement actuel aux subsides alloués pour les combustibles fossiles : arguments favorables à l'adoption de mesures climatiques aux sommets présidés par le Canada Par Clare Demerse



Les populations des pays en développement sont souvent plus touchées par les bouleversements climatiques. ©flickr, aokettun

Mettez-vous un instant dans la peau du dirigeant d'un pays membre du G8.

Quand vous pensez au sommet auquel vous participerez cet été, vous vous rappelez sans doute la dernière fois où vous avez rencontré vos pairs. C'était en décembre 2009, à Copenhague, dans le cadre des négociations internationales sur le climat pilotées par les Nations unies. Malheureusement, cette rencontre s'est terminée en queue de poisson : l'accord que vous avez conclu n'est guère plus qu'une ébauche, et vous savez que les discussions devront s'intensifier et les participants devront afficher une plus grande confiance et une ambition tenace avant que n'intervienne une entente satisfaisante.

Vous êtes au courant de l'aspect scientifique des changements climatiques : vous comprenez que les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) devront diminuer bien avant 2020, faute de quoi les conséquences seront catastrophiques, surtout pour les populations les plus pauvres et vulnérables de la planète. Alors même que vous songez à tout ceci, les discussions chapeautées par l'ONU reprennent en vue de préparer une rencontre de haut niveau qui aura lieu à Mexico en décembre prochain.

Ainsi, vous vous rendez compte que les sommets du G8 et du G20 que le Canada accueillera en juin offrent, à vos collègues et à vous, une occasion en or de se donner l'élan nécessaire pour conclure une entente en bonne et due forme sur le climat.

### **Arguments pour l'adoption de mesures climatiques aux sommets présidés par le Canada**

Pour qu'il y ait cet été un progrès décisif dans la lutte contre les changements climatiques, il faut d'abord et avant tout financer des mesures d'atténuation et d'adaptation. En d'autres mots, nous devons donner aux pays en développement les moyens économiques de réduire leurs émissions (atténuation) et de s'adapter aux changements climatiques (adaptation). À titre d'exemple, les fonds disponibles pourraient servir à traiter un plus grand nombre de personnes atteintes du paludisme, une maladie qui s'est propagée dans d'autres régions, ou encore gommer la différence de coût entre l'énergie « sale » et une solution verte.

Les pays développés, signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en 1992, ont d'abord accepté d'aider à financer les mesures climatiques. Cependant, des années de promesses non tenues ont fait de cet enjeu la première cause de la crise de confiance qui se dégage des discussions menées par l'ONU. Ajoutons qu'il est essentiel d'aider les pays en développement à adopter des mesures d'atténuation s'il faut combler le fossé entre leurs plans actuels et la résolution nettement plus importante à prendre pour réaliser l'objectif environnemental de l'Accord de Copenhague, soit de limiter à 2 °C le réchauffement de la planète.

Selon les estimations, il faudra en fait injecter des sommes importantes dans les pays en développement – des centaines de milliards de dollars par année – pour protéger efficacement leur population, leurs moyens de subsistance et les écosystèmes, ainsi que pour faciliter le passage à l'énergie propre de manière à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

En ce sens, reconnaissons que l'Accord de Copenhague représente un point de départ, puisque les pays développés s'engagent collectivement à « fournir des ressources nouvelles et supplémentaires [...] avoisinant les 30 milliards de dollars pour la période allant de 2010 à 2012 »; une telle formule est généralement désignée comme un financement à court terme. Par ailleurs, si les pays développés ont annoncé des contributions totalisant environ 8 milliards de dollars américains par année dans les mois ayant suivi la rencontre de Copenhague, il reste à en préciser la plupart des modalités, et on peut à bon droit se demander jusqu'à quel point il s'agit vraiment d'un « nouveau » financement.

Parce qu'il répond à des besoins urgents, le financement à court terme provient principalement des crédits budgétaires nationaux et est acheminé par des réseaux bien établis. S'inscrit dans cette catégorie le Fonds pour les pays moins avancés, une initiative des Nations unies mise sur pied pour cerner les principaux besoins en matière d'adaptation aux changements climatiques dans les pays les plus pauvres de la planète et, ensuite leur allouer les fonds nécessaires. Ainsi, quand les dirigeants du G8 se rencontreront au Canada en juin prochain, ils se doivent de réitérer clairement leur intention d'octroyer minimalement les 30 milliards promis, voire d'en faire plus, et d'expliquer comment ils comptent garantir que ces fonds seront réellement « nouveaux et supplémentaires », et non pas liés à de précédents engagements en matière d'aide publique au développement.

Dans le cadre de l'Accord de Copenhague, les pays développés ont aussi promis de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars américains par année d'ici 2020. Ce financement proviendra « d'une grande variété de sources, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris de sources alternatives de financement ». Celles-ci feront l'objet d'un élément essentiel de l'engagement pour 2020, puisqu'il est évident qu'une telle somme ne pourra provenir des seuls budgets publics. Du reste, les gouvernements doivent impérativement éviter de détourner (ou de comptabiliser deux fois) les fonds affectés à l'aide. Les besoins en ce domaine demeurent criants, et les changements climatiques n'ont certes pas eu, entre autres effets, celui de rendre plus facile ou moins prioritaire la lutte contre la pauvreté.

Cela dit, la communauté internationale pourrait amasser des fonds en taxant les industries navale et aéronautique pour leurs émissions de GES. Cette mesure permettrait de recueillir des dizaines de milliards de dollars annuellement et, étant donné qu'aucune initiative de la sorte n'existe à ce jour, il s'agirait de fonds « nouveaux et supplémentaires ». En outre, puisque les prélèvements seraient proportionnels aux émissions des navires et avions, ils inciteraient les entreprises, tout en contribuant au financement des mesures climatiques, à privilégier des modes de transport moins polluants.



**La technologie des énergies renouvelables, telle l'énergie solaire pour l'éclairage routier que l'on voit ici, constitue un moyen efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).**  
©Solar Electric Light Fund

De la même manière, les pays qui disposent d'un système de tarification des émissions de GES pourraient, que cette tarification passe par l'imposition ou par l'adoption d'une réglementation du type « plafonnement et échange », réserver une partie des revenus générés au financement des mesures climatiques dans les pays pauvres. À l'heure actuelle, aux États-Unis et à l'Union européenne, les décideurs envisagent déjà cette approche.

Un autre moyen de faire le pont entre la réduction des émissions et le financement des mesures climatiques est d'annuler les subventions à l'industrie des combustibles fossiles et d'affecter les économies ainsi réalisées à la lutte contre les changements climatiques dans les pays pauvres. Justement, les dirigeants du G20, à l'occasion du Sommet de Pittsburgh en 2009, ont convenu d'éliminer progressivement, à moyen terme, les « subventions inefficaces aux exploitants de combustibles fossiles », et confié à leurs ministres des Finances et de l'Énergie la mission d'« élaborer des stratégies de mise en œuvre et des échéanciers » qu'ils devront présenter au Sommet de juin 2010.

Le financement international pourrait aussi provenir de sources non liées aux émissions de GES, comme des « droits de tirage spéciaux », ce qu'a récemment proposé le FMI, ou encore d'une taxe sur les transactions financières.

Le gouvernement du Mexique, qui sera l'hôte du prochain grand sommet sur le climat de l'ONU, prévu en décembre à Cancún, a déjà annoncé qu'il fera une priorité du financement des mesures climatiques. En s'engageant dès cet été à soutenir les initiatives novatrices, les pays du G20 peuvent ouvrir la voie et faire de la rencontre du Mexique une réussite.



Puisque le problème des changements climatiques est mondial, tous les pays doivent participer à la solution.



Puisque le problème des changements climatiques est mondial, tous les pays doivent participer à la solution; c'est pourquoi le prochain accord international doit idéalement prendre forme dans le cadre des réunions de l'ONU, et non lors des sommets du G8 ou du G20. Cependant, la responsabilité des émissions actuelles incombant principalement aux dirigeants des pays les plus riches, c'est à juste titre que le reste du monde attend d'eux qu'ils prennent les devants dans ce dossier en finançant les mesures climatiques dans les pays pauvres et en se montrant plus résolu lorsqu'il s'agit d'adopter eux-mêmes de telles mesures.

### **Le bilan du Canada**

- Malheureusement, les dirigeants du G8 qui se présenteront à Muskoka avec des attentes élevées risquent de déchanter au terme du Sommet. À ce jour, nous ne trouvons pas de données objectives permettant de croire que le gouvernement du Canada, en matière de réchauffement climatique, est prêt à assurer le leadership que le monde attend de lui.

Examinons froidement la situation. Le Canada est le seul pays membre du G20 qui n'a pas encore annoncé de financement à court terme. À l'exception du projet éventuel de taxation des émissions des industries navale et aéronautique, notre gouvernement se distingue par son indifférence quasi totale à l'égard des solutions novatrices de financement multilatéral. Qui plus est, il n'a toujours pas proposé un système d'établissement des prix du carbone qui réduirait les

émissions tout en augmentant les revenus du pays, préférant attendre de connaître la position des États-Unis.

Cet hiver à Davos, lorsqu'il a annoncé ses priorités pour les sommets du G8 et du G20, Stephen Harper n'a consacré qu'une seule phrase à la lutte contre les changements climatiques, et ces quelques mots n'ont servi qu'à déclarer qu'il s'agissait d'un dossier « non économique » qui ne s'inscrivait pas dans le programme du G20. (Nous pourrions répliquer qu'économiquement parlant, peu de dossiers sont aussi pertinents que la transformation de la filière énergétique mondiale et la création d'emplois qui s'ensuivrait.) Enfin pour compléter le tableau, ajoutons que Stephen Harper, en décidant de ne pas convoquer une réunion préparatoire des ministres de l'Environnement, a rompu avec une tradition établie par ses prédécesseurs.

Dans les quelques semaines qui restent avant la tenue du Sommet de juin, le Canada aura fort à faire en matière d'écologie s'il souhaite redorer un blason passablement terni. Malgré tout, ne soyons pas défaitistes et rappelons-nous ce vieux dicton propre à ces magnifiques passe-temps d'été que sont le baseball et les sommets du G8, « rien n'est perdu tant que la partie n'est pas jouée ».

*Clare Demerse est la codirectrice du programme sur les changements climatiques du Pembina Institute, un centre d'études et de recherches sur l'énergie durable.*

### **Pour en savoir plus**

---

- Information sur la [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques \(CCNUCC\)](#)
- [Information sur l'accord de Copenhague](#)
- *Our Fair Share*, rapport sur le financement des mesures climatiques publié en 2009 par le Pembina Institute
- [Lettre aux ministres des Finances et de l'Environnement](#) à propos du financement des mesures climatiques cosignée par le CCCI, Oxfam, le Pembina Institute et le Fonds mondial pour la nature (Canada)
- [Tableau](#) préparé par le World Resources Institute synthétisant les promesses des pays développés en matière de financement des mesures climatiques
- Stephen Harper, « Reprise et renaissance », [discours](#) prononcé à l'occasion du Sommet de Davos le 28 janvier 2010
- Brian Tomlinson, « [Adaptation Financing for Climate Change: Taking Account of CSO Perspectives for Aid Reform](#) », *Reality Check*, décembre 2010

## Une relance pour tous : vers des règles économiques mondiales plus équitables

Par Bill Morton

(Cet article s'inspire de [What's missing in the response to the global financial crisis](#), un document d'orientation préparé conjointement par l'Initiative d'Halifax, l'Institut Nord-Sud et l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa qu'il est possible de consulter à.)

Seul un illusionniste pourrait nous convaincre que nous assistons actuellement à une « relance pour tous » quand les pays en développement et à faible revenu, qui ont été les plus durement touchés par la crise financière mondiale, sont également les grands perdants du processus de reprise. Certes, on accordera au G20 d'avoir, à certains égards, accompli un travail acceptable afin de pallier les graves répercussions économiques de cette crise. À l'occasion de son sommet annuel de 2009 à Londres, soit peu de temps après la prise de conscience de l'étendue réelle des dégâts, le G20 a en effet mis en place des mesures globales visant à en atténuer l'incidence et à favoriser la relance. Parmi celles-ci, notons un ensemble de mesures financières totalisant 1,1 billion de dollars, une somme sans précédent qui ne doit cependant pas faire écran : une partie seulement de ces fonds (environ 50 milliards) devrait être acheminée vers les pays à faible revenu.



Pour mieux contrôler les flux internationaux de capitaux, il importe de mettre en place de nouvelles règles qui permettront aux États d'attirer plus facilement les investissements, d'accroître les recettes et de s'assurer que celles-ci ne franchissent pas de leurs frontières.



Dans l'état actuel des choses, les interventions ne peuvent pourtant pas se limiter à l'injection de fonds puisque c'est le système économique et financier en soi qui a mené à cette crise, la pire depuis celle de 1929. C'est donc dire qu'à moins que les dirigeants ne se penchent sur les caractéristiques structurelles sous-jacentes de ce système, il n'y a aucune raison de croire que l'histoire ne se répétera pas. En d'autres mots, les événements nous fournissent une occasion de repenser l'architecture financière mondiale. Surtout, ils nous imposent de mettre en œuvre des réformes qui n'ont pas pour seul objectif de protéger l'avenir économique des populations, mais s'attaquent aux aspects du système mondial qui ont contribué à perpétuer des inégalités et des injustices, ont empêché des populations de sortir de la pauvreté et brimé des groupes en les privant d'exercer leurs droits de la personne.

Tant au Canada qu'à l'échelle internationale, les divers groupes de la société civile, forts d'une expérience de longue date dans ce domaine, affirment également que cette crise nous offre une chance unique de revoir nos façons de faire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils demandent au Canada, qui accueillera les sommets du G8 et du G20 en juin, d'amorcer un processus en vue de transformer le système financier et économique mondial. Selon eux, il s'agit de la seule manière de faire de la relance une réalité autant pour les pays à faible revenu que pour les pays industrialisés et de garantir un développement viable à long terme.

### De nouvelles règles pour le système financier mondial

Pour mieux contrôler les flux internationaux de capitaux, il importe de mettre en place de nouvelles règles qui permettront aux États d'attirer plus facilement les investissements, d'accroître les recettes et de s'assurer que celles-ci ne franchissent pas de leurs frontières. À cet égard, force est de constater que le système financier qui avant la crise prônait la mondialisation des flux, la libéralisation des échanges et l'intégration des économies, ainsi que l'abolition des

frontières commerciales, économiques et financières, a desservi les pays en développement. À preuve d'ailleurs la fuite de plus en plus massive vers les pays industrialisés du Nord de capitaux réalisés dans les pays pauvres du Sud. À titre d'exemple, les transferts nets de capitaux en provenance des pays en développement sont passés de 127 à 627 milliards de 2002 à 2007. Au surplus, une réglementation trop peu contraignante, des engagements financiers obscurs et la complexité structurelle des multinationales ont entraîné une forte diminution des sommes d'argent dont auraient pu disposer es pays à faible revenu dans un système plus rigoureux. Depuis 1975, l'Afrique subsaharienne a été dépouillée de plus de 600 milliards en raison de flux financiers illicites, et les plus récentes estimations nous apprennent que plus d'un billion de dollars échappe chaque année aux pays en développement et en transition pour cause de transferts illégaux. D'autres données indiquent en outre que les pays en développement perdent annuellement tout près de 160 milliards en revenus fiscaux, floués par la règle du secret des banques et des entreprises.

En fait, les sommes que perdent les pays en développement pour cause de flux financiers illicites et d'impôts non recouverts dépassent l'aide qu'ils reçoivent. Cette réalité, conjuguée au fait que la crise économique a accentué l'appauvrissement des pays à faible revenu, rendent plus urgentes les mesures qui feront en sorte que les recettes réalisées dans ces pays y resteront et qu'ils pourront percevoir l'impôt qui leur revient légitimement.

Bien que le G20 ait commencé à s'attaquer à la question des paradis fiscaux, la [Commission d'experts de l'ONU](#) sur le système financier et monétaire international a souligné que la stratégie adoptée, par le truchement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est discutable. En effet, cette méthode « favorise de manière discriminatoire des petits centres financiers internationaux établis dans les pays en développement, alors qu'on ferme les yeux sur le laxisme pratiqué par les pays développés dans l'application des règles. » La Commission note d'ailleurs que « la fraude et le secret fiscal, le blanchiment d'argent et l'arbitrage réglementaire sont principalement l'affaire des systèmes bancaires nationaux des pays développés ».

Or, un G20 piloté par le Canada pourrait prendre les choses en main en adoptant un ensemble de mesures ciblées. Ainsi, la création de mécanismes dans le but de combattre la règle du secret, de faire la promotion de modalités visant à automatiser l'échange d'information ainsi que l'obligation pour les multinationales de présenter des états financiers pour chacun des pays où elles sont établies, témoigneraient de la volonté du G20 de changer la donne.



## De nouvelles règles pour les institutions

Au cours des 65 dernières années, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont occupé une place centrale dans l'économie mondiale : leurs orientations et mécanismes de gouvernance ont eu des répercussions majeures, et souvent négatives, sur les pays en développement. Bien qu'ils aient tous deux, le FMI plus particulièrement, financé la relance en temps de crise, ils n'en ont pas moins maintenu des structures de gestion peu représentatives et non démocratiques.

Évidemment, il ne s'agit guère d'une primeur. Reconnaissant le bien-fondé des critiques, ces deux institutions, dès le milieu des années 2000, ont entrepris de mettre en place des mesures visant à démocratiser leur fonctionnement. Dans la foulée de la crise, soit à l'occasion du Sommet de Pittsburgh tenu en septembre 2009, les dirigeants du G20 ont souligné que d'autres changements étaient à prévoir. Ils ont admis que les pays en développement et en transition doivent être mieux représentés au sein de la gouvernance de la Banque mondiale et du FMI, qu'il faut repenser le droit de vote des membres et que les économies émergentes doivent profiter d'une meilleure tribune.

Pour appuyer ses déclarations, le G20 a annoncé que les droits de vote des pays en développement augmenteront de 5 p. 100 à la Banque mondiale et de 3 p. 100 au FMI. Cependant, les pays à faible revenu ne jouiront pas du même privilège, puisque les changements proposés concernent principalement les pays à revenu intermédiaire et les économies de transition. La Banque mondiale l'a d'ailleurs confirmé lors de sa réunion du printemps 2010, en présentant un nouveau système de répartition des votes qui accordera à des pays comme l'Inde, le Brésil et la Chine, qui deviendra le troisième plus grand actionnaire de l'institution, un pouvoir accru. À l'inverse, les 47 pays de l'Afrique subsaharienne, à l'exception du Soudan, sont totalement laissés pour compte dans le cadre de cette redéfinition, et pire : certains d'entre eux, comme l'Afrique du Sud et le Nigeria, perdent des voix. De son côté, le FMI entend toujours procéder à des réformes établissant le nombre de voix d'un pays en proportion de son produit intérieur brut, ce qui ne peut que perpétuer le manque de représentation dont souffrent les plus petits pays en développement.



Même avant la crise, les pays en développement étaient souvent les grands perdants de la libéralisation du système de commerce international.



## De nouvelles règles pour le commerce

S'il est une autre chose que la crise financière a mise en lumière, c'est l'importance du commerce comme moteur de développement. Le commerce mondial a décliné d'environ 10 p. 100 en 2009, ce qui a eu des conséquences désastreuses pour les pays en développement. L'exemple de l'Afrique est tristement révélateur, puisque les revenus liés à l'exportation ont chuté de 250 milliards cette même année.

Même avant la crise, les pays en développement étaient souvent les grands perdants de la libéralisation du système de commerce international. À cet égard, les participants du cycle de négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le cycle de Doha, n'ont pas tenu leur promesse, celle de se concentrer avant tout sur le développement. Au contraire, on poursuit la mise en place de stratégies et de politiques axées sur l'ouverture des marchés, et cette mentalité d'uniformisation a souvent empêché les pays en développement de s'adapter à la

libéralisation à leur rythme et dans le respect des réalités socioéconomiques qui leur sont propres.

De plus, un certain nombre de dispositions en vigueur à l'OMC, entre autres dans les domaines de la libéralisation des marchés financiers et des droits en matière de propriété intellectuelle et d'investissement, limitent la capacité des pays en développement à instaurer des régimes réglementaires conçus selon leurs conditions, et qui seraient plus à même d'assurer leur stabilité financière et leur croissance économique. Mentionnons également que certaines mesures de l'OMC réduisent la capacité de ces pays à investir dans des domaines comme la technologie verte, ou à protéger les industries naissantes pendant la période où elles s'efforcent d'établir leur compétitivité à l'échelle internationale. En d'autres mots, depuis la crise, les dispositions de l'OMC ont empêché en grande partie les pays en développement de mettre en place des mesures d'intervention correspondant véritablement à leurs besoins.

Cela dit, l'accusation la plus lourde qui pèse sur le système de commerce multilatéral, et partant sur l'OMC qui le chapeaute, concerne sans doute son incapacité à éliminer les subventions agricoles malsaines. De telles subventions ont pour effet de nuire au secteur agricole dans les pays en développement et de compromettre les moyens de subsistance de millions de personnes.



Pour faire face à la crise actuelle et jeter les bases d'un développement durable et équitable, il importe donc de soumettre le système commercial mondial à de nouveaux règlements, et ce, aussi bien sur le plan multilatéral que bilatéral.



Or, en matière de commerce mondial, des réformes salutaires ne doivent pas s'appliquer aux seules règles du système multilatéral, les accords bilatéraux étant tout aussi problématiques. Plusieurs pays industrialisés, dont le Canada, cherchent activement à conclure des accords bilatéraux de libre-échange et des traités bilatéraux d'investissement qui sont néfastes à bien des égards. Le seul fait qu'ils soient si nombreux sape d'emblée les règles du commerce multilatéral, et ils favorisent souvent de manière outrancière le pays le plus fort des deux, celui du Nord. Les exigences auxquelles ils soumettent les parties dépassent fréquemment celles de l'OMC, ils bâillonnent les pays en développement qui voudraient réglementer les institutions et les instruments financiers. Mais il y a plus grave; dans le contexte de crise que nous traversons, de tels accords bilatéraux annihilent la volonté des pays de se doter de mesures de relance liées au commerce qui seraient représentatives de la réalité de chacun.

Pour faire face à la crise actuelle et jeter les bases d'un développement durable et équitable, il importe donc de soumettre le système commercial mondial à de nouveaux règlements, et ce, aussi bien sur le plan multilatéral que bilatéral. Cela signifie que les pays développés doivent progressivement délaisser le bilatéralisme et s'engager à conclure une entente sur le commerce multilatéral qui fasse du développement une priorité et s'avère équitable pour les pays en développement. Cela signifie aussi que ces derniers doivent avoir la latitude nécessaire pour approcher la libéralisation à leur façon et élaborer des politiques commerciales fondées sur leur situation socioéconomique. C'est grâce à de telles politiques qu'ils seront en mesure de protéger les emplois, de favoriser les industries nationales et d'investir dans la technologie verte.

## Conclusion

Le programme de la société civile comprend des recommandations visant à ce que l'architecture financière mondiale obéisse à des règles plus équitables. Les forums du G8 et du G20, où se prennent les grandes orientations en matière de politiques économiques mondiales, doivent être plus inclusifs et représentatifs. Il est également crucial que la société civile elle-même devienne un acteur essentiel de la prise de décisions à l'échelle nationale et dans les milieux de travail partout sur la planète. Enfin, la reprise économique doit s'appuyer sur des investissements publics respectueux de l'environnement et sur la création d'emplois décents.

Dans l'immédiat, la relance de l'économie ne se fera qu'à condition d'accorder des subventions d'urgence aux pays à faible revenu et d'annuler à 100 p. 100 la dette des pays pauvres. À plus long terme, il faudra toutefois établir des mécanismes de financement novateurs – par exemple, imposer une taxe sur le carbone ou les transactions financières – afin de s'attaquer au problème des changements climatiques et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les organisations de la société civile, à l'échelle internationale, envoient donc un message sans équivoque au G8, au G20 et au Canada en particulier. Mettre des pansements sur des réformes inefficaces ne changera rien : il est maintenant temps de s'attaquer aux problèmes fondamentaux qui minent l'architecture financière mondiale. Hôte des sommets des G8 et du G20 en juin, le Canada a une chance en or de mettre en branle des changements véritables qui modifieront la donne à long terme. S'il a le courage de prendre le taureau par les cornes, le Canada rendra le système financier plus équitable, et les populations pauvres des pays en développement en sortiront enfin gagnantes.

*Bill Morton est chercheur principal en matière de coopération pour le développement à l'Institut Nord-Sud, en plus de présider la coalition de l'Initiative d'Halifax.*

## Pour en savoir plus

- 
- Initiative d'Halifax, Institut Nord-Sud et École de développement international et mondialisation, [\*What's missing in the response to the global financial crisis, 2009.\*](#)
  - Nations unies, [\*Report of the Commission of Experts of the President of the United Nations General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System\*](#), New York, 21 septembre 2009.
  - Initiative d'Halifax, [\*Fifteen years is enough. What's changed in the international financial system and its institutions, what hasn't and what needs to,\*](#) Ottawa, mars 2010.

## Un minimum de décence

### Entrevue avec Charles Abugre



Charles Abugre at CCIC in Ottawa, May 2010

Ressortissant du Ghana, Charles Abugre est directeur adjoint de la Campagne Objectifs du Millénaire de l'ONU pour l'Afrique. Auparavant, il travaillait pour Christian Aid, où il était chef de la Division des politiques et de la défense des droits à l'échelle internationale (Global Policy and Advocacy Division). Pendant cette période, il a été chargé de cours (égalité des sexes, macro-économie) à la University of Utah et au Levi Institute de New York, outre qu'il a été chargé de cours et chercheur à la University of Swansea (Pays de Galles). Titulaire d'une maîtrise en économie du développement de l'Institute of Social Studies de La Haye (Pays-Bas), il détient également un baccalauréat en économie et géographie de la University of Ghana à Accra, et est doctorant à la University of Swansea, au Pays de Galles (Royaume-Uni). *Au Courant* a profité de son passage récent au Canada pour solliciter une entrevue.

*e-Au Courant : Merci de nous accorder cette entrevue. À votre avis, que faudrait-il qu'il se passe au sommet du G8 pour que vous le qualifiez de succès ?*

**Charles Abugre :** Le sommet du G8 [s'inscrit] dans trois réalités contextuelles. La première, c'est qu'il aura lieu environ six mois après le sommet de Copenhague sur le changement climatique. Sur ce plan, il faudrait que les dirigeants du G8 prennent acte de ce qui s'est passé à Copenhague, revoient leurs engagements et fassent le nécessaire pour que leurs promesses modestes... pour qu'il y ait vraiment des progrès à cet égard [...].

Le deuxième élément contextuel, c'est que cette réunion aura lieu moins de six mois avant la rencontre au sommet qui se tiendra en concomitance avec l'Assemblée générale de l'ONU pour faire le point sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) Autrement dit, il [le sommet] offre également au G8 l'occasion de faire le bilan de ses engagements, en particulier ceux qu'il a pris à Gleneagles en 2005. Il s'agissait [les engagements] des plus concrets et des plus précis que les États aient pris depuis la signature des objectifs du Millénaire en 2000 [...]. Les dirigeants du G8 se doivent de réitérer collectivement ces engagements [...] et d'arriver disposés non seulement à faire le point, mais aussi à [se donner] une feuille de route qui indiquera comment ils comptent s'y prendre pour atteindre les OMD.

Il y a un troisième élément contextuel. En effet, la réunion aura lieu à peine un an après la crise financière la plus grave qui ait sévi depuis longtemps. Une crise du système financier international qui a frappé non seulement les pays riches, mais surtout les pays pauvres, et qui s'est traduite par un recul dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. [...] Nous devons entendre les dirigeants dire ce qu'ensemble ils ont l'intention de faire autrement pour qu'une pareille catastrophe ne se reproduise plus [...] mais aussi comment ils prévoient indemniser les pays en développement qui sont frappés de plein fouet bien qu'ils n'aient pratiquement rien à voir avec les causes de la crise.

*e-Au Courant : Une réunion du G8 se tiendra à Huntsville en juin, et d'aucuns ont le sentiment que peu de pressions sont exercées sur les dirigeants du monde pour qu'ils respectent leurs engagements antérieurs. Que faut-il faire pour forcer la reddition de comptes ?*

**Charles Abugre :** Le G8 continue d'exister, et il continuera d'exister même en présence du G20. [...] Lorsque les représentants des plus grandes puissances du monde prennent des engagements et croient qu'ils peuvent ensuite les violer comme bon leur semble, ils établissent un précédent très dangereux qui rend presque impossibles la coopération et les négociations internationales, car ils ébranlent le fondement même de la confiance. [...] C'est une des raisons pour lesquelles il ne faut pas permettre [aux dirigeants du G8] de renier leurs promesses, y compris les promesses d'aide internationale et les promesses concernant le changement climatique. [...] Lorsqu'ils renient leurs [promesses], ils minent la confiance; or la confiance est à la base de la coopération internationale. Voilà pourquoi les populations du Nord comme du Sud ne doivent jamais permettre que les pays du G8 renient leurs promesses ou se cachent derrière le G20.

*e-Au Courant : Le premier ministre Stephen Harper a annoncé que la santé maternelle et la santé des enfants seraient au cœur des discussions en matière de développement au sommet du G8. Vous avez milité en faveur de tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Que pensez-vous de l'initiative de M. Harper ?*

**Charles Abugre :** De plus en plus, à leurs réunions, les dirigeants du G8 choisissent de privilégier une priorité parmi les objectifs du Millénaire. Il y a eu l'agriculture, ce qui a permis de régler les graves problèmes de crise alimentaire et d'insécurité alimentaire. Ce fut une bonne chose. Plus récemment, y compris au sommet de Gleneagles, Il s'est penché en particulier sur le Paludisme, la tuberculose et le sida. [...] Cette façon de faire a l'avantage de concentrer les énergies pour s'attaquer aux objectifs un par un. Il n'y a donc rien de mal à ce que le premier ministre Harper décide de privilégier la santé maternelle. En fait, la mortalité maternelle a été reconnue, y compris par l'Union africaine, comme un domaine d'action prioritaire, car c'est là que les progrès sont les plus lents par rapport aux autres OMD.

Il y a une autre raison : c'est que la mortalité maternelle est la conséquence d'échecs dans tous les autres aspects des OMD. Donc, si l'on veut s'attaquer à la mortalité maternelle, il faut s'attaquer à tout : les problèmes de revenus, le besoin des femmes de choisir librement de devenir enceintes ou non, les besoins en matière d'éducation et d'alphabétisation. [...] Cela implique des investissements dans les soins de santé, une modernisation du système de soins de santé primaires et [...] cela suppose aussi des services de planification familiale. [...] et peut aller jusqu'aux services d'avortement. [...] Ce dernier aspect est particulièrement important quand on sait qu'il existe ici [au Canada] un grand débat, un débat émotif, sur cette question. [...] Mais si nous voulons sauver des vies, nous devons reconnaître que, parfois, entre 15 et 20 pour 100 des décès de mères sont causés par des avortements réalisés dans des conditions malsaines. Par conséquent, on ne peut pas à la fois dire qu'on veut lutter contre la mortalité maternelle et ne pas offrir aux femmes le moyen de se faire avorter sans danger.

*e-Au Courant : Que faudrait-il qu'il se passe pour réaliser des progrès sur tous les plans ?*

**Charles Abugre :** Il faut qu'il se passe deux choses, dans le Nord comme dans le Sud. Permettez-moi de dire un mot sur la responsabilité des pays pauvres. Premièrement, nous disons aux pays pauvres et à leurs gouvernements, en Afrique, que c'est à eux de s'occuper de leurs démunis, et à personne d'autre, y compris les gouvernements des pays riches du Nord. C'est à eux qu'il incombe de réduire la pauvreté, de faire reculer la mortalité, d'instruire leur population et de développer les compétences utiles à leur économie. Lorsque les gens s'appauvrissent ou

meurent, lorsque les enfants meurent ou deviennent rachitiques, c'est à cause des problèmes de gouvernance des pays en développement. Ainsi, peu importe que les pays riches leur fournissent ou non des ressources financières, ils [les gouvernements des pays en développement] sont tenus d'utiliser leurs ressources avec efficacité et efficience, en fonction des objectifs du Millénaire. C'est à ce prix qu'ils auront l'autorité morale de demander aux autres de remplir leurs propres obligations.

Cela dit, il ne faut pas oublier que ces gouvernements [des pays en développement] [...] se heurtent à des murs. Le mur de la coopération internationale, des politiques commerciales injustes, des politiques d'investissement qui favorisent l'investisseur au détriment de l'État et qui, par conséquent, privent les États d'une juste part des revenus, le mur des politiques financières internationales brumeuses qui facilitent les flux de capitaux illicites se comptant par milliards de dollars, ce qui prive les États de l'espace et des ressources dont ils ont besoin pour investir dans leur propre développement. Et n'oublions pas les engagements et les promesses d'aide présentés dans des programmes gouvernementaux de soins de santé, d'approvisionnement en eau, etc., mais qui restent lettre morte, ou qui sont mis en œuvre moyennant une infinité de conditions. [...] La Campagne Objectifs du Millénaire de l'ONU vise à inciter les populations et les groupes citoyens à exiger de leurs gouvernements - dans le Nord comme dans le Sud - qu'ils rendent des comptes au sujet des promesses et des engagements qu'ils ont formulés.

*e-Au Courant : À votre avis, qu'est-ce que les groupes de la société civile du Canada devraient faire pour que progressent les dossiers de la gouvernance et de la reddition de comptes et pour favoriser l'atteinte des OMD d'ici 2015 ?*

**Charles Abugre :** Les Canadiens [doivent] réclamer des comptes à leur gouvernement. Lorsqu'un gouvernement ne cesse de promettre sans tenir ses promesses, c'est la réputation et l'image des Canadiens qu'il risque d'éclabousser. [...] Ce n'est pas acceptable pour vous d'avoir des dirigeants qui disent une chose et en font une autre. Il faut un minimum de décence : la population canadienne doit demander des comptes à son gouvernement. Par conséquent, elle ne doit pas laisser le gouvernement Harper s'en tirer en déclarant qu'il a tout simplement plafonné les dépenses d'aide, alors qu'il s'était engagé à [...] accroître les dépenses d'aide jusqu'à un point x d'ici 2015. Le gouvernement canadien demeure le gouvernement canadien : peu importe qu'il soit bleu, vert ou jaune, il demeure le gouvernement canadien. Et le gouvernement canadien représente le peuple canadien, et il doit remplir ses promesses.

*e-Au Courant : Y a-t-il quelque chose que nous n'avons pas abordé et que vous aimeriez ajouter ?*

**Charles Abugre :** J'aimerais ajouter une chose au sujet de l'Afrique. [...] La question est la suivante : pourquoi aider l'Afrique ? C'est toujours la même histoire, il y a toujours des problèmes. Tout le monde meurt, tout le monde est dans le besoin. Les dirigeants sont corrompus, ils détournent l'argent, etc. [...] Mais il faut remarquer que de nombreuses économies africaines se sont redressées ces dernières années. Certaines économies se développent, et des enfants vont pour la première fois à l'école. Les taux d'inscription ont augmenté de plus de 20 à 30 p. 100. L'écart entre les garçons et les filles inscrits à l'école diminue considérablement. Le paludisme et le sida sont en régression. [...] Il existe un potentiel indéniable. [...] L'Afrique fait beaucoup de progrès, et à un rythme beaucoup plus soutenu qu'on ne le croit.

## Campagne À TABLE



Aux sommets du G8 et du G20 qui se tiendront au Canada en juin se prendront des décisions cruciales pour l'avenir de la vie sur notre planète. Il nous incombe d'indiquer aux 20 dirigeants du monde qui s'y trouveront ce qu'il faut faire pour qu'advienne un monde équitable et viable pour tous.

À TABLE est une campagne de la société civile canadienne et mondiale qui engage tous les citoyens à « prendre leur place » à ces sommets mondiaux. Les dirigeants du monde seront alors appelés à prendre des mesures concrètes pour résoudre les problèmes qui comptent le plus aux yeux de la population : la [pauvreté](#), les [changements climatiques](#) et la [justice économique](#).

À TABLE sont conviés des ONG, des groupes de lutte contre la pauvreté, des groupes contre les changements climatiques, des étudiants, des organismes confessionnels, des syndicats et plus de 60 regroupements canadiens qui se penchent sur les enjeux du G8 et du G20. Les participants de la campagne À TABLE se réuniront autour de centaines de tables – restaurants, salons, salles paroissiales, places publiques, classes et sur le cyberspace – pour réclamer des grands de ce monde qu'ils tiennent les promesses relativement aux des Objectifs du Millénaire pour le développement, en vue notamment de réduire la pauvreté mondiale de moitié d'ici 2015. Des élus de tous les ordres de gouvernement seront invités à ces tables de discussion. Les partisans de la campagne téléchargeront une énorme pétition photo qu'ils remettront également aux dirigeants à l'ouverture des sommets.

### Les enjeux

#### Lutte contre la pauvreté et l'inégalité

Les dirigeants du G8 doivent honorer leurs engagements. Or c'est cette année qu'arrivent à terme leurs promesses faites lors du sommet du G8 de Gleneagles en 2005. Aussi risquent-ils de manquer à leurs engagements collectifs en matière d'aide internationale, de soins de santé, d'éducation et de réforme des échanges commerciaux. Il faut des plans concrets si l'on veut réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement approuvés par toutes les nations, en respectant l'échéance de 2015. Et il ne reste que cinq ans.

#### Changement climatique

La pollution produite en très grande partie par les pays riches coûte déjà des vies et réduit les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables de la planète. Les pays en développement sont les plus touchés par le changement climatique, eux qui en sont pourtant les moins responsables. Nombre de pays vulnérables ont un besoin urgent d'aide pour survivre dans un climat de plus en plus hostile, sans compter la recherche d'énergie propre. Les sommets du G8 et du G20 constituent une occasion en or de faire bouger les choses en vue d'une entente équitable, ambitieuse et exécutoire visant à jouer sur les causes du réchauffement climatique.

#### L'économie mondiale

La crise financière a été particulièrement dure pour les moins nantis, plongeant près de 50 millions de personnes de plus dans la pauvreté extrême, et portant à plus d'un milliard le nombre de personnes en proie à une faim chronique, une première dans l'histoire. Les pays du G20 ont pu rassembler 1,1 billion de dollars américains afin de stimuler leurs propres économies, mais à peine 50 milliards pour aider les pays les plus démunis du monde.

C'est le manque d'encadrement qui est à la source de la crise financière. Il est maintenant temps pour le G20 de s'engager dans un processus plus représentatif, plus responsable et plus transparent pour tous, de mettre un terme à la confidentialité des comptes ouverts dans les paradis fiscaux et d'instaurer une taxe sur les transactions financières afin que la reprise économique profite à tous.

### **Agir maintenant**

- **[Signature d'une déclaration](#)** : Joignez votre voix à toutes celles qui exigent, dès cette année, des actions audacieuses contre la pauvreté, les changements climatiques et la justice économique. Faites savoir aux dirigeants qu'en 2010, vous attendez d'eux des mesures courageuses à l'égard des enjeux qui vous tiennent à cœur. Les noms des signataires seront transmis aux dirigeants avant le G8.
- **[Mon dirigeant et moi](#)** : Les organisateurs de la campagne ont imaginé une façon simple et amusante d'attirer l'attention du dirigeant de votre pays pour vous faire entendre. N'hésitez pas à télécharger votre « dirigeant du G8 aplati » à partir de notre site Web, à l'imprimer et à le découper.
- **[Invitation à un souper À TABLE](#)** : Au menu : les conseils en vue du G8 et du G20 ! Inviter autour d'une table des amis, des membres de votre famille, des voisins et d'autres personnes de votre milieu pour dire aux dirigeants mondiaux ce que vous voulez qu'ils fassent aux sommets du G8 et du G20 qui se tiendront en juin.
- **[Bref énoncé au sujet d'un changement problématique](#)** : Imaginez que vous avez 30 secondes pour dire au dirigeant de votre pays ce qui vous importe le plus parmi les sujets qui seront abordés aux sommets du G8 et du G20... Ne manquez pas cette occasion. Que leur demanderiez-vous ? Montez une vidéo pour faire part au monde entier des enjeux internationaux qui vous tiennent à cœur.

### **Pour en savoir plus**

- 
- **[À TABLE](#)**
  - **[Taxe Robin des Bois](#)**